

Source : <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/tarification-carbone-il-y-a-urgence-692570.html>

Téléchargement 02 06 2017

Tarification carbone : il y a urgence

Par Gaël Giraud 21 04 2017

•



(Crédits : ©Alain Goulard pour l'Agence Française de Développement)

Lors de la COP22, à l'initiative de la Ministre de l'environnement, la France et la Banque Mondiale ont missionné un groupe d'experts internationaux sur le climat et la transition énergétique, présidé par Lord Nicholas Stern et Joseph Stiglitz. Les principales conclusions de ce rapport ont été discutées le 19 avril à Washington.

Le contexte est alarmant. Certes, l'accord de Paris, signé par près de 200 pays en décembre 2015, au Bourget, est un succès diplomatique historique : une vaste majorité de la population est désormais engagée à faire en sorte que la déviation de la température à la fin du siècle reste "largement en dessous de +2°C" par rapport à la moyenne préindustrielle, et même aussi proche que possible de +1,5°C.

Tout reste à faire

Or tout reste à faire. Les contributions nationales de la plupart des pays membres des Nations Unies, supposées décrire la feuille de route jusqu'en 2030 pour contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, sont notoirement insuffisantes : si chacun se contente de tenir sa promesse, la planète devrait connaître un réchauffement supérieur à +3°C, soit la température du pliocène, il y a 3 millions d'années, lorsque des forêts poussaient dans l'antarctique et l'arctique. Le Sahara gagnerait alors le sud de l'Europe.

Le nord de l'Inde, le Pakistan et le sud de la Chine seraient privés d'eau potable, faute d'alimentation

de l'Indus et du Gange par les glaciers disparus de l'Himalaya. Les forêts tropicales d'Amazonie, du Congo, d'Indonésie et de Malaisie brûleraient en incendies impossibles à maîtriser, amplifiant le phénomène. L'afflux de réfugiés que connaît aujourd'hui l'Europe ne serait que les prémices de flux migratoires bien plus immenses. Et encore faut-il que chacun tienne ses promesses ! Non seulement l'Amérique de M. Trump semble vouloir faire marche arrière mais un certain nombre de pays, au vrai, ignorent encore comment mettre en œuvre leur propre feuille de route.

Urgence

Il y a urgence. Les investissements dans les infrastructures vertes nécessaires pour tenir l'engagement de Paris sont colossaux : près de 90 000 milliards de dollars d'ici quinze ans. Or, et c'est le premier enseignement du rapport Stern-Stiglitz, ces investissements sont une formidable promesse d'emplois et de prospérité pour nos économies : rénovation thermique des bâtiments, mobilité verte, industrie et agriculture décarbonées...

Faire jouer un plus grand rôle à la tarification carbone

La deuxième leçon du rapport est que la tarification carbone doit jouer un rôle bien plus important dans la palette des instruments de politique publique destinés à faciliter la réduction des émissions : à l'échelle planétaire, 87% des émissions actuelles ne sont pas assujetties à un prix carbone. Et les trois quarts des émissions restantes sont tarifées à un prix inférieur à 10 dollars la tonne de CO₂. Par tarification carbone, il faut entendre aussi bien une taxe carbone que des marchés de droits à polluer.

Le rapport reconnaît sa préférence pour la taxe, dont les recettes peuvent être réinjectées dans l'économie pour l'adaptation au dérèglement climatique et la réduction de la pauvreté. L'efficacité des marchés, sujette à caution, ne garantit pas le montant des recettes à prévoir. En outre, il est clair que les marchés du carbone ne permettront pas d'obtenir un prix unique, à l'échelle mondiale, au cours de cette première moitié de siècle. L'hétérogénéité des systèmes d'électrification et de production industrielle des pays implique que différents "prix" du carbone, implicites ou explicites, puissent émerger. Au mieux pouvons-nous espérer une convergence relative d'ici une génération, à la faveur de transferts financiers massifs entre pays et d'accords internationaux plus contraignants que celui de Paris.

Or nous ne pouvons pas attendre : l'objectif des +2°C exige que les émissions nettes de l'économie planétaire s'annulent au plus tard autour de 2070. Et de nouveau, il serait irresponsable de rêver de technologies de séquestration du carbone qui nous dispenseraient d'efforts considérables en matière d'efficacité énergétique et d'accélération de la transition vers le renouvelable : nul ne sait à ce jour si nous aurons les moyens techniques et fonciers de stocker suffisamment de carbone dans le sol, à temps et de manière durable.

Le rapport opte résolument pour un prix élevé., annoncé et mis en œuvre rapidement. Le détail de la fourchette préconisée par le rapport sera rendu public le 29 mai. C'est probablement, en effet, le seul moyen de rendre rentables tout une série d'investissements de long-terme qui, en dépit de l'extraordinaire masse d'épargne inemployée aujourd'hui et en dépit de la chute du coût de production de l'électricité solaire, ne parviennent pas à trouver de financement. En France, 20 euros la tonne suffiraient à faire basculer l'ensemble de la production de notre système électrique hors des hydrocarbures fossiles. Et l'industrie nationale, y compris notre secteur pétrolier, est prête à assumer

une telle taxe.

D'autres outils mis à contribution

La troisième leçon, c'est que la tarification ne suffira pas à elle seule. Tous les outils doivent être mis à contribution afin de relever le défi climatique : la planification urbaine (mettre fin aux banlieues pavillonnaires), l'agro-écologie (pour alimenter nos villes compactes en circuits courts), l'aménagement du territoire (en reliant nos villes par du train et du car), les financements innovants, la recherche et développement dans l'hydrogène... et même la réécriture des modèles de certains économistes, qui ne permettent pas d'appréhender de manière pertinente les enjeux écologiques. En France, le groupe des experts pour la transition énergétique présidé par Alain Grandjean, a élaboré quatre *scenarii* de transition pour notre pays. Certains d'entre eux créeront des emplois, réduiront la pollution de nos villes, le déficit de notre balance commerciale et, partant, notre déficit public.

L'association AFTER a chiffré le plan de rénovation thermique de l'ensemble des bâtiments publics, et proposé des solutions de financement de ce projet avec un consortium de banques. Le rapport Canfin-Grandjean de 2015 a dressé une liste d'outils de financement complémentaires de la tarification carbone. Les instruments sont là. Il est grand temps que la France, et l'Europe avec elle, s'engagent vers les vrais enjeux dont l'absence irresponsable au sein de notre débat présidentiel laisse pantois : le passage à une économie prospère, parce que zéro-carbone, en deux générations.